



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société précédemment identifiée sous le n°SIRET 439 513 953 00018

24, route de Soulac
33590 Grayan-Et-L'hôpital

Références : 26_UD33_CRA_0100
Code AIOT : 0100307719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement Société précédemment identifiée sous le n°SIRET 439 513 953 00018 implanté 24, route de Soulac 33590 Grayan-et-l'Hôpital. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'un signalement du Conseil départemental de Gironde en date du 19 novembre 2025 concernant une station-service située en bordure de la RD 102E1 à GRAYAN ET L'HOPITAL, et non connue des services de l'inspection des installations classées (IIC), une première inspection a été réalisée le 2 février 2026 afin de vérifier sa situation au regard de la nomenclature des ICPE. Il est apparu que cette station, récemment rénovée et exploitée en libre-service, est exploitée par M. M.GOBINAU Lionel, également exploitant et propriétaire d'une autre station-service située au 24, route de Soulac à Grayan-et-l'Hôpital. L'exploitant n'étant pas présent sur le site lors de cette première inspection, il a été décidé de se rendre sur ce second site le même jour.

Ce second site n'étant pas davantage connu des services de l'inspection des installations classées, cette visite d'inspection a été réalisée aussi afin d'évaluer la situation administrative de l'établissement au regard de la nomenclature des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société précédemment identifiée sous le n°SIRET 439 513 953 00018
- 24, route de Soulac 33590 Grayan-et-l'Hôpital
- Code AIOT : 0100307719
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement concerné exerce, ou a exercé, une activité de station service. Cet établissement n'est pas connu du service de l'inspection comme ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Décret du 22/10/2018, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que les pompes de distribution de carburants aient été déposées, la présence d'éléments techniques résiduels (conduites, émergences de réseaux, dispositifs de raccordement) atteste de l'existence d'une activité de station-service sur le site.

L'établissement n'est pas connu des services de l'inspection, pour autant ces activités sont susceptibles de relever de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées (stations-service).

Il est demandé à l'exploitant de justifier du positionnement de son activité au regard des seuils définis par la nomenclature ICPE, notamment ceux de la rubrique 1435, afin de déterminer le régime applicable et les obligations réglementaires éventuelles, en particulier en matière de mise en sécurité ou de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, applicabilité rubrique 1435
Prescription contrôlée :

Positionnement vis à vis de la rubrique 1435 :(Rubrique créée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 et modifiée par les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014 , n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 et n° 2016-630 du 19 mai 2016, Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018) Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

1. Supérieur à 20 000 m³ (E)
2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³(DC)

Constats :

L'inspecteur n'a pas rencontré de personnel lors de cette visite d'inspection..

En arrivant sur site, l'inspection des installations classées a constaté que les pompes de distribution de carburants avaient été déposées. Cependant, les emplacements correspondants présentent encore des éléments techniques résiduels liés à l'activité de station-service, notamment des conduites apparentes, émergences de réseaux et dispositifs de raccordement au sol.

Au retour de l'inspection, un examen complémentaire du site a été réalisé à partir d'images accessibles sur l'outil Google Street View, datées d'avril 2021.

Il ressort de l'analyse de ces images qu'à cette date (avril 2021), l'installation comprenait six pompes de distribution de carburant, réparties de la manière suivante :

- trois pompes implantées sur un îlot central situé sous auvent,
- deux pompes positionnées sur la partie gauche de l'aire de distribution,
- une pompe isolée implantée en arrière-plan, en limite d'une zone enherbée.

A noter, que les éléments visibles sur la vue Street View ne permettent pas de caractériser précisément l'organisation des îlots et le nombre de pistes associées.

L'établissement n'est pas connu du service de l'inspection mais les activités liées aux installations décrites ci-dessus sont susceptibles de relever de la législation des ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier du positionnement des activités exercées sur le site, qu'elles soient actuelles ou antérieures, au regard des seuils définis par la nomenclature des ICPE (<https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe>), et plus particulièrement ceux de la rubrique 1435 (stations-service).

Ces informations permettront de déterminer les obligations éventuelles notamment en matière de mise en sécurité ou de cessation d'activité.

En l'absence de transmission des éléments supra, l'exploitant s'expose à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois